**ARRÊTÉ PORTANT CLASSEMENT DE CIVILITE PRENOM NOM  
GRADE STAGIAIRE À temps** **NON complet (**.................... **/ 35 H)**

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente,

Nom de la collectivité,

VU, le code général de la fonction publique,

SI AGENT A TEMPS NON COMPLETVU, le décret n°91-298 du 20/03/1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

VU, le décret n°92-1194 du 04/11/1992 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

VU, le décret n°      du jj/mm/aaaa modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des      , [cliquer ici pour retrouver la liste des statuts particuliers](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/Liste-de-quelques-statuts-particuliers-dans-la-fonction-publique-territoriale.docx)

VU, le décret n°2016-596 du 12/05/2016 modifié relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

VU, le décret n°2016-604 du 12/05/2016 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

VU, l'arrêté en date du jj/mm/aaaa portant nomination de Civilité Prénom NOM en qualité d’GRADE stagiaire à temps non complet (.. H .. MIN/ 35 H), et le/la classant au 1er échelon de son grade, échelle C1, indice brut      , sans reliquat d'ancienneté, à compter du jj/mm/aaaa,

SI l'agent a un arrêté de NBIVU, l’arrêté en date du jj/mm/aaaa portant attribution d’une bonification indiciaire de       points majorés à Civilité Prénom NOM exerçant les fonctions de      , à compter du jj/mm/aaaa,

SI l'agent a éffectué son service national en tant qu'appeléConsidérant que Civilité Prénom NOM a effectué .................... de services militaires en qualité d’appelé,

SI l'agent a éffectué un service civiqueConsidérant que Civilité Prénom NOM a effectué .................... de service civique,

Considérant que Civilité Prénom NOM a opté pour la reprise de ses services publics d'une durée totale de .................... à retenir à raison des trois quarts soit .................... en application des dispositions du I de l’article 5 du décret n°2016-596 du 12/05/2016 modifié susvisé,

SI l'agent a une rémunéartion en tant que stagiaire inférieure à celle perçue en tant que contractuelle**SI MAINTIEN DE REMUNERATION si l'agent a été embauché au moins 6 mois dans les 12 derniers mois.** [cliquer ici pour retrouver la fiche pratique sur le maintien de rémunération](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2019/12/2017_MaintienRemu.pdf) Considérant la moyenne des six meilleures rémunérations mensuelles perçues au cours des douze derniers mois,

# ARRÊTE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ARTICLE 1 :** |  | À compter du jj/mm/aaaa, Civilité Prénom NOM, née nom de jeune fille le jj/mm/aaaa à .................... (numéro de département), grade stagiaire à temps non complet (.................... / 35 H), est classée au ....................erème échelon de son grade, échelle C1, indice brut ...................., indice majoré .................... auquel s'ajoute une NBI de ... points avec un reliquat d’ancienneté de ....................[Cliquer ici pour accéder à l’outil de calcul](https://cdg50.fr/wp-content/uploads/2023/03/Reprise-des-SA-categorie-C-echelle-C1.xlsx) |

**LE CAS ECHEANT SI maintien d'un indice calculé**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **ARTICLE** **2 :** |  | Civilité Prénom NOM conserve, à titre personnel, le bénéfice d’un indice brut calculé au vu de la moyenne des six meilleures rémunérations mensuelles perçues au cours des douze derniers mois, indice brut ...................., indice majoré .................... auquel s'ajoute une NBI de ... points, jusqu’au jour où il/elle bénéficiera dans son grade d’un indice brut conduisant à une rémunération au moins égale au montant de la rémunération maintenue. |
|  |  |  |
| **ARTICLE** **23  :** |  | Ampliation du présent arrêté sera transmise à :  - L’agent Comptable de la Collectivité,  - Monsieur le Président du Centre de Gestion de la FPT de la Manche,  - L’agent. |

MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le : ............................. Fait à lieu, le ....................

L’agent, MonsieurMadamele Mairele Présidentla Présidente

Prénom NOM Prénom NOM